

N° 684

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2022-2023

Enregistré à la Présidence du Sénat le 6 juin 2023

PROJET DE LOI

REJETÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
APRÈS ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE,

*de règlement du budget et d'approbation
des comptes de l'année 2022,*

TRANSMIS PAR

MME LA PREMIÈRE MINISTRE

À

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Envoyé à la commission des finances.)

*L'Assemblée nationale a rejeté le projet de loi
de règlement dont la teneur suit :*

Voir les numéros :

Assemblée nationale (16^e législature) : 1095, 1271 et T.A. 125.

Article liminaire

① Le solde structurel et le solde effectif de l'ensemble des administrations publiques résultant de l'exécution de l'année 2022 s'établissent comme suit :

②

(en points de produit intérieur brut - PIB)

	Exécution 2022	Loi de finances initiale 2022		Loi de programmation des finances publiques 2018-2022	
		Soldes prévus	Écart	Soldes prévus	Écart
Solde structurel (1)	- 3,4	-4,0	0,6	-0,8	-2,6
<i>Solde conjoncturel (2)</i>	-1,2	-0,8	-0,5	0,6	-1,8
<i>Mesures ponctuelles et temporaires (3)</i>	-0,1	-0,2	0,2	0,0	-0,1
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-4,7	-5,0	0,3	-0,3	-4,5

Article 1^{er}

① I. – Le résultat budgétaire de l'État en 2022, hors opérations avec le Fonds monétaire international, est arrêté à la somme de -151 441 437 719,72 €.

② II – Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2022 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

	Dépenses	Recettes	Soldes
Budget général			
Recettes			
Recettes fiscales brutes.....		456 048 738 901,89	
À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts.....		132 765 155 512,14	
Recettes fiscales nettes (a).....		323 283 583 389,75	
Recettes non fiscales (b).....		23 948 522 850,98	
Montant net des recettes hors fonds de concours (c) = (a) + (b).....		347 232 106 240,73	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne (d).....		67 263 209 046,96	
Total net des recettes hors prélèvements sur recettes (e) = (c) – (d).....		279 968 897 193,77	
Fonds de concours (f)		7 507 633 706,76	
Montant net des recettes y compris fonds de concours (g) = (e) + (f)		287 476 530 900,53	
Dépenses			
Dépenses brutes hors fonds de concours	570 929 159 797,77		
À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts.....	132 765 155 512,14		
Montant net des dépenses (h)	438 164 004 285,63		
Fonds de concours (i)	7 507 633 706,76		
Montant net des dépenses y compris fonds de concours (j) = (h) + (i).....	445 671 637 992,39		
Total du budget général y compris fonds de concours.....	445 671 637 992,39	287 476 530 900,53	-158 195 107 091,86
Budgets annexes			
Contrôle et exploitation aériens.....	2 372 372 621,91	2 354 607 377,73	
Publications officielles et information administrative.....	142 279 689,51	193 663 186,28	
Fonds de concours.....	29 865 803,83	23 677 113,98	
Total des budgets annexes y compris fonds de concours.....	2 544 518 115,25	2 571 947 677,99	27 429 562,74
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale	77 137 802 810,77	81 596 336 503,29	4 458 533 692,52
Comptes de concours financiers	128 743 257 424,21	130 885 820 551,82	2 142 563 127,61
Comptes de commerce (solde).....	-109 926 640,96		109 926 640,96
Comptes d'opérations monétaires hors opérations avec le Fonds monétaire international (solde).....	-15 216 348,31		15 216 348,31
Total des comptes spéciaux hors opérations avec le Fonds monétaire international	205 755 917 245,71	212 482 157 055,11	6 726 239 809,40
Résultat budgétaire de l'État hors opérations avec le Fonds monétaire international.....			-151 441 437 719,72

Article 2

① Le montant définitif des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier de l'année 2022 est arrêté aux sommes présentées dans le tableau de financement ci-après :

②

(En milliards d'euros)

	Exécution 2022
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	145,7
<i>dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	140,8
<i>dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés).....</i>	5,0
Amortissement SNCF Réseau	3,0
Amortissement des autres dettes	0,0
Déficit à financer	151,4
Autres besoins de trésorerie	-20,2
Total du besoin de financement	280,0
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes, nettes des rachats	260,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	1,9
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	-6,9
Variation des dépôts des correspondants	1,1
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	35,2
Autres ressources de trésorerie	-11,3
Total des ressources de financement	280,0

Article 3

① I. – Le compte de résultat de l'exercice 2022 est approuvé tel que présenté dans le tableau ci-après. Le résultat comptable de l'exercice 2022 s'établit à -160 027 467 883,77 € :

Charges nettes

(En millions d'euros)

	2022
Charges de fonctionnement nettes	
Charges de personnel.....	157 480
Achats, variations de stocks et prestations externes.....	28 525
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	73 146
Autres charges de fonctionnement.....	8 591
Total des charges de fonctionnement direct (I)	267 742
Subventions pour charges de service public	36 848
Dotations aux provisions	0
Autres charges de fonctionnement indirect.....	569
Total des charges de fonctionnement indirect (II)	37 417
Total des charges de fonctionnement (III = I + II).....	305 158
Ventes de produits et prestations de service	3 181
Production stockée et immobilisée	162
Reprises sur provisions et sur dépréciations	51 465
Autres produits de fonctionnement	24 733
Total des produits de fonctionnement (IV).....	79 541
Total des charges de fonctionnement nettes (V = III - IV)	225 618
Charges d'intervention nettes	
Transferts aux ménages	60 212
Transferts aux entreprises	39 547
Transferts aux collectivités territoriales.....	63 793
Transferts aux autres collectivités.....	30 969
Charges résultant de la mise en jeu de garanties.....	1 519
Dotations aux provisions et aux dépréciations.....	62 590
Total des charges d'intervention (VI)	258 631
Contributions reçues de tiers.....	9 671
Reprises sur provisions et sur dépréciations	48 842
Total des produits d'intervention (VII)	58 514
Total des charges d'intervention nettes (VIII = VI - VII)	200 117
Charges financières nettes	
Intérêts	35 931
Pertes de change liées aux opérations financières	270
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	3 315
Autres charges financières	38 024
Total des charges financières (IX).....	77 540
Produits des immobilisations financières.....	8 716
Gains de change liés aux opérations financières.....	184
Reprises sur provisions et sur dépréciations	14 278
Autres intérêts et produits assimilés	3 161
Total des produits financiers (X).....	26 339
Total des charges financières nettes (XI = IX - X).....	51 201
Total des charges nettes (XII = V + VIII + XI)	476 936

③ Produits régaliens nets

(En millions d'euros)

	2022
Impôt sur le revenu	89 516
Impôt sur les sociétés.....	63 337
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.....	18 054
Taxe sur la valeur ajoutée	100 198
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes.....	30 827
Autres produits de nature fiscale et assimilés	28 814
total des produits fiscaux nets (XIII).....	330 746
Amendes, prélèvements divers et autres pénalités.....	10 393
Total des autres produits régaliens nets (XIV).....	10 393
Total ressources propres de l'union européenne (XV)	-24 230
Total des produits régaliens nets (XVI = XIII + XIV- XV)	316 909

Solde des opérations de l'exercice

(En millions d'euros)

	2022
Charges de fonctionnement nettes (V).....	225 618
Charges d'intervention nettes (VIII).....	200 117
Charges financières nettes (XI).....	51 201
charges nettes (XII).....	476 936
Produits fiscaux nets (XIII).....	330 746
Autres produits régaliens nets (XIV)	10 393
Ressources propres de l'Union européenne (XV).....	-24 230
produits régaliens nets (XVI).....	316 909
solde des opérations de l'exercice (XVI - XII).....	-160 027

⑤ II. – Le résultat comptable de l'exercice 2022 est affecté au bilan à la ligne « report des exercices antérieurs ».

⑥ III. – Le bilan, après affectation du résultat comptable, s'établit comme suit :

(En millions d'euros)

⑦

	31 décembre 2022		
	Brut	Amortissements Dépréciations	Net
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles.....	58 141	21 809	36 331
Immobilisations corporelles.....	669 405	84 303	585 102
Immobilisations financières	440 431	31 411	409 020
Total actif immobilisé	1 167 977	137 523	1 030 454
Actif circulant (hors trésorerie)			
Stocks	39 354	10 012	29 342
Créances.....	154 469	39 712	114 757
<i>Redevables</i>	<i>115 360</i>	<i>38 701</i>	<i>76 659</i>
<i>Clients</i>	<i>3 684</i>	<i>790</i>	<i>2 894</i>
<i>Autres créances</i>	<i>35 424</i>	<i>221</i>	<i>35 203</i>
Charges constatées d'avance	27 134	0	27 134
Total actif circulant (hors trésorerie)	220 957	49 724	171 233
Trésorerie			
Fonds bancaires et fonds en caisse	80 131	0	80 131
Valeurs escomptées, en cours d'encaissement et de décaissement	-3 527	0	-3 527
Autres composantes de trésorerie	4 901	0	4 901
Valeurs mobilières de placement	82	1	82
Total trésorerie	81 588	1	81 587
Comptes de régularisation	893		893
Total actif (I)	1 471 415	187 248	1 284 166
Dettes financières			
Titres négociables			2 292 874
Titres non négociables			0
Dettes financières et autres emprunts			34 932
Total dettes financières			2 327 805
Dettes non financières (hors trésorerie)			
Dettes de fonctionnement			8 246
Dettes d'intervention			10 974
Produits constatés d'avance			120 017
Autres dettes non financières.....			159 066
Total dettes non financières			298 304
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			41 634
Provisions pour charges			134 704
Total provisions pour risques et charges			176 338
Autres passifs (hors trésorerie)			38 036
Trésorerie			
Correspondants du Trésor et personnes habilitées			176 069
Autres			0
Total trésorerie			176 069
Comptes de régularisation			25 545
Total passif (hors situation nette) (II)			3 042 097
Report des exercices antérieurs.....			-2 076 536
Solde des opérations d'exercices antérieurs en attente d'affectation			-142 088
Écarts de réévaluation et d'intégration			460 693
Solde des opérations de l'exercice.....			0
Situation nette (III = I - II)			-1 757 931

⑧

IV. – L'annexe du compte général de l'État de l'exercice 2022 est approuvée.

Article 4

①

I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général au titre de l'année 2022 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Action extérieure de l'État	3 045 070 239,82		24 024 125,84
- Action de la France en Europe et dans le monde	1 918 480 331,17		18 494 538,86
- Diplomatie culturelle et d'influence	749 425 139,66		1 013 468,72
- Français à l'étranger et affaires consulaires	377 164 768,99		4 516 118,26
Administration générale et territoriale de l'État	4 787 811 155,26		103 667 215,38
- Administration territoriale de l'État	2 486 269 803,48		92 449 741,80
- Vie politique	487 814 755,41		1 040 217,59
- Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 813 726 596,37		10 177 255,99
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 664 887 626,42		149 459 255,36
- Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	3 264 892 160,53		86 121 421,10
- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	797 459 063,67		29 610 003,04
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	602 536 402,22		33 727 831,22
Aide publique au développement	6 071 591 915,48		556 948 096,63
- Aide économique et financière au développement	2 811 624 840,81		352 701 113,19
- Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	190 000 000,00		
- Solidarité à l'égard des pays en développement	3 069 967 074,67		204 246 983,44
- Restitution des "biens mal acquis"			
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 071 707 995,05		4 799 576,31
- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1 986 944 640,29		658 503,07
- Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	84 763 354,76		4 141 073,24

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Cohésion des territoires.....	18 279 118 471,28		108 682 467,49
- Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables.....	2 976 399 234,37		10 324 104,63
- Aide à l'accès au logement.....	13 078 482 716,80		717 283,20
- Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat.....	962 116 241,87		61 359 833,79
- Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire.....	382 537 811,61		30 982 832,39
- Politique de la ville.....	551 494 063,80		3 368 100,20
- Interventions territoriales de l'État.....	328 088 402,83		1 930 313,28
Conseil et contrôle de l'État.....	832 264 606,15		28 622 143,75
- Conseil d'État et autres juridictions administratives.....	553 221 726,98		23 926 007,26
- Conseil économique, social et environnemental.....	45 848 638,62		
- Cour des comptes et autres juridictions financières.....	232 365 306,53		4 192 675,51
- Haut Conseil des finances publiques.....	828 934,02		503 460,98
Crédits non répartis.....			1 910 500 119,00
- Provision relative aux rémunérations publiques.....			1 004 400 119,00
- Dépenses accidentelles et imprévisibles.....			906 100 000,00
Culture.....	3 630 834 130,40		29 050 146,64
- Patrimoines.....	1 122 119 194,17		12 196 274,67
- Création.....	962 158 999,06		14 618 824,98
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture.....	760 180 732,18		650 277,71
- Soutien aux politiques du ministère de la culture.....	786 375 204,99		1 584 769,28
Défense.....	59 444 946 290,30		772 072 592,11
- Environnement et prospective de la politique de défense.....	1 935 030 997,87		20 381 122,26
- Préparation et emploi des forces.....	15 798 295 139,30		408 333 335,00
- Soutien de la politique de la défense.....	25 728 671 071,36		58 348 195,00
- Équipement des forces.....	15 982 949 081,77		285 009 939,85
Direction de l'action du Gouvernement.....	851 979 192,67		29 265 915,87
- Coordination du travail gouvernemental.....	672 439 043,01		23 671 585,06
- Protection des droits et libertés.....	114 992 104,35		1 149 184,65
- Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022.....	64 548 045,31		4 445 146,16

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Écologie, développement et mobilité durables	40 091 769 964,64		194 198 289,08
- Infrastructures et services de transports	10 887 809 091,69		12 314 898,76
- Affaires maritimes	263 085 660,36		1 337 133,57
- Paysages, eau et biodiversité	316 451 436,65		12 019 697,23
- Expertise, information géographique et météorologie	480 251 126,57		24 950,49
- Prévention des risques	1 029 416 254,66		22 701 021,17
- Énergie, climat et après-mines	11 184 439 690,28		104 618 877,72
- Service public de l'énergie	12 139 312 976,00		
- Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 966 598 617,23		36 586 821,34
- Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	824 405 111,20		4 594 888,80
Économie	15 111 532 173,62		2 143 825 890,28
- Développement des entreprises et régulations	2 683 220 054,73		68 091 664,52
- Plan "France Très haut débit"	106 192 870,75		0,25
- Statistiques et études économiques	444 808 145,98		1 865 519,62
- Stratégies économiques	420 203 390,16		4 976 417,89
- Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	11 457 107 712,00		2 068 892 288,00
Engagements financiers de l'État	217 282 057 830,18	209 141 536,50	68 008 492,32
- Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	50 713 444 505,66	169 444 505,66	
- Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	1 512 556 516,84	39 697 030,84	
- Épargne	56 026 807,68		2 175 044,32
- Dotation du Mécanisme européen de stabilité			54 333 448,00
- Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement			
- Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	30 000,00		11 500 000,00
- Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19	165 000 000 000,00		

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Enseignement scolaire	78 598 598 015,12		66 245 445,40
- Enseignement scolaire public du premier degré.....	24 393 281 710,82		5 505 664,18
- Enseignement scolaire public du second degré	34 928 160 178,09		5 875 635,69
- Vie de l'élève	6 901 304 184,68		10 351 655,32
- Enseignement privé du premier et du second degrés.....	8 049 305 466,76		5 823 673,24
- Soutien de la politique de l'éducation nationale.....	2 803 631 222,85		26 586 397,25
- Enseignement technique agricole	1 522 915 251,92		12 102 419,72
Gestion des finances publiques	10 209 636 296,58		43 531 638,85
- Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	7 727 634 024,14		22 544 549,04
- Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	884 990 639,17		14 029 954,81
- Facilitation et sécurisation des échanges.....	1 597 011 633,27		6 957 135,00
Immigration, asile et intégration	2 265 301 128,08		81 687 338,18
- Immigration et asile.....	1 783 070 451,58		81 304 098,16
- Intégration et accès à la nationalité française.....	482 230 676,50		383 240,02
Investir pour la France de 2030.....	26 615 000 000,00		38 800 000,00
- Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche			
- Valorisation de la recherche			
- Accélération de la modernisation des entreprises	50 000 000,00		
- Financement des investissements stratégiques	22 605 000 000,00		
- Financement structurel des écosystèmes d'innovation.....	3 960 000 000,00		38 800 000,00
Justice	12 687 324 657,18		93 537 855,43
- Justice judiciaire	3 971 821 791,38		39 615 853,86
- Administration pénitentiaire.....	6 352 493 668,65		28 410 182,81
- Protection judiciaire de la jeunesse	1 005 692 191,62		14 085 661,24
- Accès au droit et à la justice	691 755 415,71		128 700,77
- Conduite et pilotage de la politique de la justice.....	653 325 538,69		10 714 304,88
- Conseil supérieur de la magistrature	12 236 051,13		583 151,87
Médias, livre et industries culturelles.....	627 471 467,59		5 764 983,41
- Presse et médias.....	274 970 484,17		5 395 049,83
- Livre et industries culturelles	352 500 983,42		369 933,58
Outre-mer.....	2 828 915 014,34		65 313 421,32
- Emploi outre-mer	2 045 816 056,71		5 661 169,24
- Conditions de vie outre-mer	783 098 957,63		59 652 252,08

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Plan de relance	7 578 367 395,76		213 655 712,82
- Écologie.....	3 473 097 741,16		24 879 495,45
- Compétitivité.....	1 154 970 644,25		20 151 451,72
- Cohésion.....	2 950 299 010,35		168 624 765,65
Plan d'urgence face à la crise sanitaire	3 243 381 159,44		161 562 656,56
- Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	95 417 475,60		151 094 018,40
- Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	1 726 057 728,76		1 740 627,24
- Renforcement exceptionnel des participations financières de l'État dans le cadre de la crise sanitaire	128 068 141,61		131 858,39
- Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	1 250 000 000,00		
- Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	43 837 813,47		8 596 152,53
Pouvoirs publics	1 047 610 762,00		
- Présidence de la République.....	105 300 000,00		
- Assemblée nationale.....	552 490 000,00		
- Sénat	338 584 600,00		
- La Chaîne parlementaire.....	34 289 162,00		
- Indemnités des représentants français au Parlement européen.....			
- Conseil constitutionnel	15 963 000,00		
- Haute Cour			
- Cour de justice de la République.....	984 000,00		
Recherche et enseignement supérieur	29 369 427 413,94		112 998 208,40
- Formations supérieures et recherche universitaire	14 267 464 167,51		4 110 844,30
- Vie étudiante	2 964 980 902,49		43 777 762,34
- Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7 616 428 097,80		1 555 342,89
- Recherche spatiale	1 632 154 224,00		
- Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 782 895 934,57		1 247 666,43
- Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	731 537 298,95		52 718 861,06
- Recherche duale (civile et militaire).....			
- Enseignement supérieur et recherche agricoles.....	373 966 788,62		9 587 731,38

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Régimes sociaux et de retraite	6 077 404 167,53		1 265 557,47
- Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 181 884 885,00		
- Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	803 270 910,00		
- Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 092 248 372,53		1 265 557,47
Relations avec les collectivités territoriales	4 615 530 711,18		172 852 075,92
- Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	4 293 474 184,92		136 709 311,08
- Concours spécifiques et administration	322 056 526,26		36 142 764,84
Remboursements et dégrèvements	132 767 754 274,89		3 790 550 803,11
- Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	125 785 374 523,44		3 754 945 446,56
- Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	6 982 379 751,45		35 605 356,55
Santé	2 769 409 431,85		36 746 080,89
- Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	384 631 599,81		20 582 779,93
- Protection maladie	1 022 019 887,04		463 300,96
- Carte vitale biométrique	4 300 000,00		15 700 000,00
- Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	1 358 457 945,00		
Sécurités	22 954 278 578,07		48 404 288,62
- Police nationale	12 136 455 764,98		21 868 936,89
- Gendarmerie nationale	10 064 465 260,19		19 647 454,56
- Sécurité et éducation routières	49 404 335,40		427 380,92
- Sécurité civile	703 953 217,50		6 460 516,25
Solidarité, insertion et égalité des chances	30 591 847 470,25		25 608 620,08
- Inclusion sociale et protection des personnes	15 102 818 917,19		9 458 167,81
- Handicap et dépendance	13 395 084 029,85		95 624,15
- Égalité entre les femmes et les hommes	49 910 962,55		440 539,45
- Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 614 147 260,66		15 500 588,67
- Prise en charge par l'État du financement de l'indemnité inflation	429 886 300,00		113 700,00

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Sport, jeunesse et vie associative	1 465 487 852,12		42 019 180,61
- Sport	634 298 784,44		14 962 412,76
- Jeunesse et vie associative	681 208 469,68		27 056 767,85
- Jeux Olympiques et Paralympiques 2024	149 980 598,00		
Transformation et fonction publiques	681 030 156,67		48 774 628,81
- Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	229 197 483,36		16 113 375,83
- Transformation publique	122 540 571,91		23 186 445,09
- Innovation et transformation numériques	7 586 165,88		1 500 065,60
- Fonction publique	284 267 584,83		6 757 805,98
- Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	37 438 350,69		1 216 936,31
Travail et emploi	24 832 597 110,11		419 752 670,78
- Accès et retour à l'emploi	7 473 133 482,79		168 626 108,21
- Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	16 655 036 081,59		224 903 768,34
- Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	39 064 369,84		11 115 175,66
- Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	665 363 175,89		15 107 618,57
Total	777 991 944 653,97	209 141 536,50	11 592 195 492,72

- ③ II. – Le montant des dépenses relatives au budget général au titre de l'année 2022 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits de paiement ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Action extérieure de l'État	3 040 226 634,64		42 336 144,09
- Action de la France en Europe et dans le monde	1 912 279 179,55		36 368 574,55
- Diplomatie culturelle et d'influence	749 487 236,75		1 100 687,63
- Français à l'étranger et affaires consulaires	378 460 218,34		4 866 881,91
Administration générale et territoriale de l'État	4 602 010 869,91		45 868 226,09
- Administration territoriale de l'État	2 497 542 341,84		30 015 267,00
- Vie politique	488 949 803,59		560 167,41
- Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 615 518 724,48		15 292 791,68
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 670 896 235,01		51 659 291,09
- Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	3 283 053 763,60		0,16
- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	791 680 486,34		19 694 498,37
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	596 161 985,07		31 964 792,56
Aide publique au développement	5 080 198 934,47		24 043 850,64
- Aide économique et financière au développement	1 801 715 073,87		14 364 214,13
- Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	190 000 000,00		
- Solidarité à l'égard des pays en développement	3 088 483 860,60		9 679 636,51
- Restitution des "biens mal acquis"			
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 070 822 826,69		4 074 442,67
- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1 986 048 807,43		27 567,93
- Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	84 774 019,26		4 046 874,74
Cohésion des territoires	17 883 999 134,45		58 239 319,40
- Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 885 362 188,72		0,28
- Aide à l'accès au logement	13 079 375 628,40		345 501,60
- Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	891 660 746,30		5 514 459,36
- Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	338 032 264,59		47 210 146,41
- Politique de la ville	551 844 721,80		3 526 753,20
- Interventions territoriales de l'État	137 723 584,64		1 642 458,55

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Conseil et contrôle de l'État	755 117 895,13		19 717 489,65
- Conseil d'État et autres juridictions administratives.....	476 286 615,80		15 771 009,29
- Conseil économique, social et environnemental.....	45 848 638,62		
- Cour des comptes et autres juridictions financières.....	232 133 397,31		3 444 195,76
- Haut Conseil des finances publiques.....	849 243,40		502 284,60
Crédits non répartis			1 610 500 119,00
- Provision relative aux rémunérations publiques.....			1 004 400 119,00
- Dépenses accidentelles et imprévisibles.....			606 100 000,00
Culture	3 611 022 027,27		1 050 721,64
- Patrimoines.....	1 096 811 700,17		0,95
- Création.....	960 283 303,71		0,92
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture.....	769 748 129,87		0,02
- Soutien aux politiques du ministère de la culture.....	784 178 893,52		1 050 719,75
Défense	51 727 612 595,68		36 752 260,56
- Environnement et prospective de la politique de défense.....	1 839 947 544,98		
- Préparation et emploi des forces.....	12 516 310 171,47		30 564,59
- Soutien de la politique de la défense.....	22 791 210 178,40		36 721 695,76
- Équipement des forces.....	14 580 144 700,83		0,21
Direction de l'action du Gouvernement	889 963 448,00		24 478 732,56
- Coordination du travail gouvernemental.....	683 896 626,18		19 054 739,91
- Protection des droits et libertés.....	115 491 582,52		1 013 553,48
- Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022.....	90 575 239,30		4 410 439,17
Écologie, développement et mobilité durables	36 023 492 818,42		713 689 397,11
- Infrastructures et services de transports.....	8 755 147 928,19		26 553 248,11
- Affaires maritimes.....	240 040 633,30		5 858 673,65
- Paysages, eau et biodiversité.....	310 678 461,29		1 728 624,63
- Expertise, information géographique et météorologie.....	479 789 992,45		0,61
- Prévention des risques.....	1 041 099 898,67		12 029 134,67
- Énergie, climat et après-mines.....	9 218 029 917,84		638 129 745,16
- Service public de l'énergie.....	12 138 753 067,10		0,90
- Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables.....	3 015 547 808,38		24 795 080,58
- Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs).....	824 405 111,20		4 594 888,80

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Économie	15 263 603 606,45		2 208 069 897,88
- Développement des entreprises et réglementations	2 533 423 256,29		44 875 458,96
- Plan "France Très haut débit"	417 515 688,75		92 130 277,25
- Statistiques et études économiques.....	445 842 412,36		314 602,67
- Stratégies économiques	409 714 537,05		1 857 271,00
- Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	11 457 107 712,00		2 068 892 288,00
Engagements financiers de l'État	54 342 123 127,13	183 141 536,50	71 174 595,37
- Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs).....	50 713 444 505,66	169 444 505,66	
- Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	1 512 556 516,84	13 697 030,84	
- Épargne.....	56 024 932,08		2 167 226,92
- Dotation du Mécanisme européen de stabilité			54 333 448,00
- Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement			
- Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	175 047 172,55		14 673 920,45
- Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19.....	1 885 050 000,00		
Enseignement scolaire	78 496 825 470,48		80 664 261,55
- Enseignement scolaire public du premier degré.....	24 392 384 051,12		5 386 887,88
- Enseignement scolaire public du second degré	34 926 719 406,99		5 640 106,79
- Vie de l'élève	6 874 586 734,54		35 206 886,46
- Enseignement privé du premier et du second degrés.....	8 049 277 297,42		5 828 322,58
- Soutien de la politique de l'éducation nationale.....	2 724 822 055,57		16 858 086,68
- Enseignement technique agricole	1 529 035 924,84		11 743 971,16
Gestion des finances publiques	10 105 934 130,60		25 476 808,36
- Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	7 648 108 630,08		8 689 529,13
- Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	876 096 631,44		9 152 727,15
- Facilitation et sécurisation des échanges.....	1 581 728 869,08		7 634 552,08
Immigration, asile et intégration	2 215 102 382,90		76 168 236,71
- Immigration et asile.....	1 736 852 851,45		73 437 045,64
- Intégration et accès à la nationalité française.....	478 249 531,45		2 731 191,07

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Investir pour la France de 2030	6 902 866 863,00		
- Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	245 000 000,00		
- Valorisation de la recherche	846 000 000,00		
- Accélération de la modernisation des entreprises	468 500 000,00		
- Financement des investissements stratégiques	3 987 545 000,00		
- Financement structurel des écosystèmes d'innovation	1 355 821 863,00		
Justice	10 655 233 191,42		40 403 460,41
- Justice judiciaire	3 845 733 240,42		20 411 943,59
- Administration pénitentiaire	4 518 028 359,71		1 078 801,70
- Protection judiciaire de la jeunesse	975 788 559,44		17 343 329,26
- Accès au droit et à la justice	691 554 094,29		0,19
- Conduite et pilotage de la politique de la justice	619 633 936,82		1 215 364,41
- Conseil supérieur de la magistrature	4 495 000,74		354 021,26
Médias, livre et industries culturelles	625 902 860,76		2 140 660,24
- Presse et médias	290 475 732,11		1 784 556,89
- Livre et industries culturelles	335 427 128,65		356 103,35
Outre-mer	2 726 455 210,40		8 414 427,68
- Emploi outre-mer	2 046 158 895,82		8 414 427,64
- Conditions de vie outre-mer	680 296 314,58		0,04
Plan de relance	11 593 620 817,64		1,36
- Écologie	5 012 470 300,10		0,90
- Compétitivité	1 944 273 717,97		0,03
- Cohésion	4 636 876 799,57		0,43
Plan d'urgence face à la crise sanitaire	3 274 246 315,72		176 320 995,28
- Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	100 903 437,41		151 094 018,59
- Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	1 739 860 888,76		1 701 049,24
- Renforcement exceptionnel des participations financières de l'État dans le cadre de la crise sanitaire	128 068 141,61		131 858,39
- Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	1 250 000 000,00		
- Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	55 413 847,94		23 394 069,06

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Pouvoirs publics	1 047 610 762,00		
- Présidence de la République.....	105 300 000,00		
- Assemblée nationale.....	552 490 000,00		
- Sénat.....	338 584 600,00		
- La Chaîne parlementaire.....	34 289 162,00		
- Indemnités des représentants français au Parlement européen.....			
- Conseil constitutionnel.....	15 963 000,00		
- Haute Cour			
- Cour de justice de la République.....	984 000,00		
Recherche et enseignement supérieur	29 429 219 578,26		58 581 357,02
- Formations supérieures et recherche universitaire	14 325 566 868,03		3 183 468,48
- Vie étudiante	2 955 165 725,71		45 835 141,36
- Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7 384 470 336,51		15 013,18
- Recherche spatiale.....	1 632 154 224,00		
- Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	2 043 554 066,14		0,86
- Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	718 821 232,13		0,88
- Recherche duale (civile et militaire).....			
- Enseignement supérieur et recherche agricoles.....	369 487 125,74		9 547 732,26
Régimes sociaux et de retraite	6 077 404 167,53		1 265 557,47
- Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres.....	4 181 884 885,00		
- Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins.....	803 270 910,00		
- Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 092 248 372,53		1 265 557,47
Relations avec les collectivités territoriales	4 260 536 292,05		225 826 105,05
- Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements.....	3 991 066 694,47		215 855 628,53
- Concours spécifiques et administration.....	269 469 597,58		9 970 476,52
Remboursements et dégrèvements	132 765 155 512,14		3 793 149 565,86
- Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs).....	125 782 958 735,02		3 757 361 234,98
- Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs).....	6 982 196 777,12		35 788 330,88

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Santé.....	2 777 611 899,72		38 892 445,02
- Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	392 834 126,75		22 729 084,99
- Protection maladie	1 022 019 827,97		463 360,03
- Carte vitale biométrique	4 300 000,00		15 700 000,00
- Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Sécur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR).....	1 358 457 945,00		
Sécurités.....	22 143 424 327,73		4 990 675,84
- Police nationale	11 782 396 725,86		2 020 287,60
- Gendarmerie nationale	9 659 342 154,30		2 138 962,70
- Sécurité et éducation routières	49 014 946,07		0,23
- Sécurité civile	652 670 501,50		831 425,31
Solidarité, insertion et égalité des chances.....	30 210 054 416,72		17 284 239,01
- Inclusion sociale et protection des personnes	15 069 829 258,52		9 727 111,48
- Handicap et dépendance	13 396 406 979,00		402 054,00
- Égalité entre les femmes et les hommes.....	53 238 907,32		415 698,68
- Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales.....	1 260 692 971,88		6 625 674,85
- Prise en charge par l'État du financement de l'indemnité inflation.....	429 886 300,00		113 700,00
Sport, jeunesse et vie associative	1 660 362 152,32		30 889 789,41
- Sport	690 765 569,20		2 650 103,00
- Jeunesse et vie associative.....	673 955 743,12		28 239 686,41
- Jeux Olympiques et Paralympiques 2024	295 640 840,00		
Transformation et fonction publiques.....	722 546 704,67		73 089 173,09
- Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	279 374 363,73		46 721 048,27
- Transformation publique	142 375 710,68		6 256 631,32
- Innovation et transformation numériques.....	6 953 911,11		2 483 047,37
- Fonction publique.....	256 404 368,46		16 411 509,82
- Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques.....	37 438 350,69		1 216 936,31

(En euros)

Désignation des missions et des programmes	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Travail et emploi	20 785 590 295,22		253 766 146,15
- Accès et retour à l'emploi.....	7 239 319 118,79		27 981 483,21
- Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi.....	12 801 635 554,08		200 120 533,85
- Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail.....	76 882 194,37		10 720 767,63
- Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.....	667 753 427,98		14 943 361,46
Total	578 436 793 504,53	183 141 536,50	9 818 978 393,26

Article 5

① I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les budgets annexes au titre de l'année 2022 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)

Désignation des budgets annexes	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
Contrôle et exploitation aériens	2 413 020 536,70	0,00	12 237 591,16
- Soutien aux prestations de l'aviation civile.....	1 740 118 347,07		11 099 924,54
- Navigation aérienne.....	619 285 983,96		1 100 866,33
- Transports aériens, surveillance et certification.....	53 616 205,67		36 800,29
Publications officielles et information administrative	141 569 216,37	0,00	8 644 538,64
- Édition et diffusion.....	42 236 157,72		4 987 504,81
- Pilotage et ressources humaines.....	99 333 058,65		3 657 033,83
Total des budgets annexes	2 554 589 753,07	0,00	20 882 129,80

③ II. Les résultats relatifs aux budgets annexes au titre de l'année 2022 sont arrêtés par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

④

(En euros)

Désignation des budgets annexes	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations des crédits non consommés et non reportés
Contrôle et exploitation aériens	2 402 238 425,74	2 378 284 491,71	0,00	9 770 210,10
- Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 736 011 815,97			8 260 718,50
- Navigation aérienne	615 510 094,35			13 899,78
- Transports aériens, surveillance et certification	50 716 515,42			1 495 591,82
Publications officielles et information administrative	142 279 689,51	193 663 186,28	0,00	4 447 073,49
- Edition et diffusion	44 520 914,65			421 336,35
- Pilotage et ressources humaines	97 758 774,86			4 025 737,14
Total des budgets annexes	2 544 518 115,25	2 571 947 677,99	0,00	14 217 283,59

Article 6

①

I. – Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux est arrêté, au 31 décembre 2022, par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 520 073 892,25		45 010 653,40
- Structures et dispositifs de sécurité routière	326 633 654,46		6 332 414,19
- Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00		
- Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières.	555 577 428,54		21 554 955,46
- Désendettement de l'État	611 662 809,25		17 123 283,75

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Développement agricole et rural.....	132 732 712,28		2 731 585,04
- Développement et transfert en agriculture	61 855 212,65		576 858,35
- Recherche appliquée et innovation en agriculture	70 877 499,63		2 154 726,69
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale.....	392 712 112,38		2 293 149,62
- Électrification rurale.....	367 911 928,79		2 166 918,21
- Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées	24 800 183,59		126 231,41
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	437 324 769,75		14 107 082,54
- Contributions des cessions immobilières au désendettement de l'État			
- Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	437 324 769,75		14 107 082,54
Participation de la France au désendettement de la Grèce			
- Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs			
- Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France			
Participations financières de l'État	12 360 663 022,38		2 902 923 360,62
- Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État.....	10 475 613 022,38		2 902 923 360,62
- Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État.....	1 885 050 000,00		
Pensions	62 280 677 599,47		3,53
- Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	58 838 300 724,87		1,13
- Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 967 380 856,85		1,15
- Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions.....	1 474 996 017,75		1,25
Total des comptes d'affectation spéciale	77 124 184 108,51		2 967 065 834,75
<i>Comptes de concours financiers</i>			
Accords monétaires internationaux			
- Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine			
- Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale.....			
- Relations avec l'Union des Comores.....			

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	8 621 153 799,77		3 365 764 200,23
- Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.....	8 081 055 999,77		1 918 944 000,23
- Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	38 202 654,00		332 715 346,00
- Avances à des services de l'État.....	352 000 000,00		355 000 000,00
- Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex.....			15 000 000,00
- Avances aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de la Covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité.....	149 895 146,00		104 854,00
- Avances remboursables destinées à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19			
- Avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19			
- Avances remboursables destinées au financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien de la métropole d'Aix-Marseille-Provence			744 000 000,00
Avances à l'audiovisuel public.....	3 685 003 723,00		
- France Télévisions.....	2 386 176 925,00		
- ARTE France.....	284 132 661,00		
- Radio France	583 745 708,00		
- France Médias Monde	264 171 623,00		
- Institut national de l'audiovisuel	89 668 984,00		
- TV5 Monde	77 107 822,00		
Avances aux collectivités territoriales	114 269 035 196,97		2 690 078 934,03
- Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie			6 000 000,00
- Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	114 298 024 329,97		2 655 089 801,03
- Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de Covid-19...	-28 989 133,00		28 989 133,00

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Prêts à des États étrangers	1 599 805 066,14		365 301 662,86
- Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	1 173 873 163,31		312 646 836,69
- Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	10 931 902,83		52 654 826,17
- Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	415 000 000,00		
- Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	862 027 202,00		50 000,00
- Prêts et avances pour le logement des agents de l'État			50 000,00
- Prêts pour le développement économique et social.....	453 886 500,00		
- Prêts et avances pour le développement du commerce avec l'Iran			
- Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie	220 000 000,00		
- Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir....			
- Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	100 000 000,00		
- Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19	88 140 702,00		
Total des comptes de concours financiers	129 037 024 987,88		6 421 194 797,12

③ II. – Les résultats des comptes spéciaux sont arrêtés, au 31 décembre 2022, par mission et programme aux sommes mentionnées dans les tableaux ci-après. Les crédits de paiement ouverts et les découverts autorisés sont modifiés comme indiqué dans ces tableaux.

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Comptes d'affectation spéciale				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 526 372 067,97	1 625 162 025,70		38 678 240,03
- Structures et dispositifs de sécurité routière.....	332 794 138,95			0,05
- Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00			
- Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	555 715 119,77			21 554 956,23
- Désendettement de l'État	611 662 809,25			17 123 283,75
Développement agricole et rural	141 501 272,29	144 741 806,85		1,03
- Développement et transfert en agriculture.....	62 536 503,32			0,68
- Recherche appliquée et innovation en agriculture	78 964 768,97			0,35
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	347 721 246,81	377 925 615,00		1,19
- Électrification rurale.....	344 849 478,77			0,23
- Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées	2 871 768,04			0,96
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	348 097 601,85	298 005 687,20		2,05
- Contributions des cessions immobilières au désendettement de l'État				
- Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État.....	348 097 601,85			2,05
Participation de la France au désendettement de la Grèce	132 770 000,00			
- Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs.....	132 770 000,00			
- Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France				
Participations financières de l'État	12 360 663 022,38	17 421 126 639,43		2 902 923 360,62
- Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	10 475 613 022,38			2 902 923 360,62
- Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	1 885 050 000,00			

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Pensions	62 280 677 599,47	61 729 374 729,11		3,53
- Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité.....	58 838 300 724,87			1,13
- Ouvriers des établissements industriels de l'État.....	1 967 380 856,85			1,15
- Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 474 996 017,75			1,25
Total des comptes d'affectation spéciale	77 137 802 810,77	81 596 336 503,29		2 941 601 608,45
<i>Comptes de concours financiers</i>				
Accords monétaires internationaux				
- Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine				
- Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale.....				
- Relations avec l'Union des Comores				
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	8 677 921 800,00	8 487 529 443,03		2 710 964 200,00
- Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	8 081 056 000,00			1 918 944 000,00
- Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	94 970 654,00			321 915 346,00
- Avances à des services de l'État.....	352 000 000,00			355 000 000,00
- Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex.....				15 000 000,00
- Avances aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de la Covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité	149 895 146,00			104 854,00
- Avances remboursables destinées à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19				
- Avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19.....				
- Avances remboursables destinées au financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.....				100 000 000,00

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Avances à l'audiovisuel public	3 685 003 723,00	3 685 080 509,64		
- France Télévisions	2 386 176 925,00			
- ARTE France	284 132 661,00			
- Radio France	583 745 708,00			
- France Médias Monde.....	264 171 623,00			
- Institut national de l'audiovisuel	89 668 984,00			
- TV5 Monde	77 107 822,00			
Avances aux collectivités territoriales	114 269 035 196,97	116 482 582 146,13		2 690 078 934,03
- Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie.....				6 000 000,00
- Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	114 298 024 329,97			2 655 089 801,03
- Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de la Covid-19	-28 989 133,00			28 989 133,00
Prêts à des États étrangers	914 925 513,12	1 718 193 742,67		64 963 787,88
- Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	298 993 610,29			12 308 961,71
- Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	10 931 902,83			52 654 826,17
- Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	605 000 000,00			
- Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro				

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 196 371 191,12	512 434 710,35		134 606 010,88
- Prêts et avances pour le logement des agents de l'État				50 000,00
- Prêts pour le développement économique et social	607 786 500,00			
- Prêts et avances pour le développement du commerce avec l'Iran				
- Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie	220 000 000,00			
- Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir.....	32 000 000,00			
- Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle.....	248 443 989,12			134 556 010,88
- Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la Covid-19.....	88 140 702,00			
Total des comptes de concours financiers	128 743 257 424,21	130 885 820 551,82		5 600 612 932,79
<i>Comptes de commerce</i>				
- Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires.....	1 045 587 308,15	941 022 322,14		
- Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	192 618 985,03	198 666 460,13		
- Couverture des risques financiers de l'État	1 715 405 619,83	1 715 405 619,83		
- Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État.....	681 882 030,23	683 428 966,89		
- Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	53 195 049 520,72	53 195 414 350,16		
- Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés.....	8 587 650,00	5 053 761,30		
- Opérations commerciales des domaines.....	52 517 257,59	108 842 687,94		
- Régie industrielle des établissements pénitentiaires	33 992 133,50	29 056 247,97		
- Renouvellement des concessions hydroélectriques				
- Soutien financier au commerce extérieur.....	940 266 254,29	1 098 942 983,94		
Total des comptes de commerce	57 865 906 759,34	57 975 833 400,30		0,00

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Comptes d'opérations monétaires				
- Émission des monnaies métalliques	144 657 593,07	248 246 178,81		
- Opérations avec le Fonds monétaire international	3 719 193 731,92	3 210 939 277,83		17 759 861 181,75
- Pertes et bénéfices de change	116 280 671,73	27 908 434,30		
Total des comptes d'opérations monétaires	3 980 131 996,72	3 487 093 890,94		17 759 861 181,75

⑤ III. – Les soldes des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2023 sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2022, aux sommes ci-après :

⑥

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Soldes au 31 décembre 2022	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale		18 789 551 237,80
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		1 065 272 884,46
Développement agricole et rural		121 087 812,63
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale		476 613 787,35
Gestion du patrimoine immobilier de l'État		641 046 657,24
Participation de la France au désendettement de la Grèce		799 800 000,00
Participations financières de l'État		6 746 557 626,86
Pensions		8 939 172 469,26
Comptes de concours financiers	27 139 182 155,68	3 023 115 937,84
Accords monétaires internationaux		
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	6 397 704 647,78	
Avances à l'audiovisuel public		3 966 788,96
Avances aux collectivités territoriales		3 019 149 148,88
Prêts à des États étrangers	16 748 995 881,29	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3 992 481 626,61	
Comptes de commerce	109 891 487,74	8 739 078 959,03
Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	106 657 326,75	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire		1 568 651,34
Couverture des risques financiers de l'État	0,02	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État		64 194 272,67
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État		4 025 082 478,11
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés		109 360 425,86
Opérations commerciales des domaines		172 915 801,61

(En euros)

Désignation des comptes spéciaux	Soldes au 31 décembre 2022	
	Débiteurs	Créditeurs
Régie industrielle des établissements pénitentiaires		34 440 219,43
Renouvellement des concessions hydroélectriques	3 234 160,97	
Soutien financier au commerce extérieur.....		4 331 517 110,01
Comptes d'opérations monétaires	17 862 314 222,46	211 185 315,07
Émission des monnaies métalliques.....		211 185 315,07
Opérations avec le Fonds monétaire international	17 759 861 181,75	
Pertes et bénéfices de change.....	102 453 040,71	
Total des comptes spéciaux	45 111 387 865,88	30 762 931 449,74

- ⑦ IV. Les soldes arrêtés au III sont reportés à la gestion 2023 à l'exception :
- ⑧ a) d'un solde débiteur de 368 181 454,05 € concernant le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » ;
- ⑨ b) d'un solde créditeur de 112 915 801,61 € concernant le compte de commerce « Opérations commerciales des domaines » ;
- ⑩ c) d'un solde créditeur de 211 185 315,07 € concernant le compte d'opérations monétaires « Émission des monnaies métalliques » ;
- ⑪ d) d'un solde débiteur de 102 453 040,71 € concernant le compte d'opérations monétaires « Pertes et bénéfices de change ».

Article 7

Le solde créditeur du compte spécial « Participation de la France au désendettement de la Grèce » clos au 1^{er} janvier 2023 est arrêté au montant de 799 800 000,00 €.